

Lancement de l'Université d'été de la REDD à Kinshasa : un pas de plus vers l'ancrage du processus REDD en RDC

Le changement climatique fait peser une menace historique sur la RDC, sur la capacité du pays à sortir de la pauvreté, à nourrir et à créer les conditions d'épanouissement de sa population. Bien que le niveau d'intensité demeure encore largement inconnu, les effets négatifs à court, moyen et long termes sont inéluctables dans tous les secteurs de la société et de l'économie congolaise. Mais la menace climatique peut aussi faire naître des opportunités pour la RDC. La REDD (Réduction des Emissions de gaz à effet de serre liées à la Déforestation et la Dégradation forestière) en est peut-être à ce jour l'exemple le plus prometteur. En effet, elle représente aujourd'hui une option technique et financière crédible pour concilier la lutte contre le réchauffement climatique et le développement durable du pays, à travers la préservation et la valorisation du capital naturel unique de la RDC. La communauté internationale, préoccupée à réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique, se tourne désormais vers les pays forestiers et promettent des financements substantiels à qui saura réduire la déforestation et la dégradation des forêts à l'origine de ces émissions. C'est ainsi que le Partenariat pour les Forêts a été officiellement créé à Oslo le 27 mai dernier, en marge de la Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement Climatique, dans le but de délivrer 4,5 milliards de dollars américains d'ici à la fin de l'année 2012 aux pays en développement résolument engagés en matière de REDD et souhaitant se préparer au futur dispositif international.

La RDC fait déjà figure de pionnier. Son capital forestier est immense, tout comme le sont ses besoins en développement. Avec le deuxième couvert forestier tropical au monde, le gouvernement congolais a pris la mesure des enjeux et du potentiel de la REDD, ainsi que des menaces croissantes sur ce capital naturel, notamment sous la pression démographique galopante et par le biais de grands projets d'infrastructure ou d'exploitation agricole et minière dans un contexte de rareté croissante et de compétition internationale exacerbée. Mais le défi de la REDD est à la hauteur de la RDC elle-même : immense ! Aussi, la RDC s'est engagée dans un processus de préparation robuste afin de construire les fondamentaux nécessaires pour lui permettre d'intégrer le dispositif REDD international attendu d'ici 2012.

Et le chantier est colossal. Imaginez. Comment réduire efficacement la déforestation et la dégradation de la forêt en RDC sans engager une grande réforme agraire capable d'intensifier la production et de lutter contre la culture itinérante sur brûlis, de créer des alternatives en zones périurbaines et en savanes ; sans améliorer en profondeur la gestion des forêts de production permanente et les zones protégées ; sans fournir des alternatives crédibles au makala tout en augmentant l'accès à l'énergie des populations rurales et urbaines ; sans améliorer le climat des affaires pour permettre le développement de l'initiative privée et formelle, l'amélioration de l'accès au marché et à la microfinance ; sans engager une réforme foncière et une politique d'aménagement du territoire propre à harmoniser l'usage des sols et à sécuriser les droits fonciers des utilisateurs ; Sans établir un dispositif légal complet appuyé sur des moyens de terrain renforcés pour faire appliquer la loi, notamment en matière d'exploitation illégale du bois etc. ? En résumé, il s'agit d'engager la RDC dans un véritable chantier national de transformation, cohérent, intégré et novateur, visant à réconcilier la voie du développement économique avec celles de la protection de l'environnement et de l'épanouissement de son peuple. Une gageure. Un défi que très peu de pays ont réussi à relever jusqu'ici, mais qui offre à la RDC une occasion historique de s'imposer comme un pays visionnaire, novateur et crédible sur la scène internationale. Naturellement, au-delà de l'impulsion politique et du travail déterminé de quelques pionniers, l'engagement, la montée en compétences et la participation active de toutes les forces vives du pays et de leurs partenaires internationaux sont indispensables pour relever un tel défi.

L'Université d'été de la REDD vise précisément à contribuer à cette montée en puissance collective des parties prenantes congolaises sur la question REDD. A travers 18 ateliers intensifs et plus de 80 présentations échelonnées entre le 18 et le 27 août, le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme souhaite ainsi enclencher la vitesse supérieure. En effet, le processus national est désormais en place. Lancé en janvier 2009 à l'occasion d'une première mission conjointe entre le MECNT, le programme ONU-REDD, le FCPF de la Banque Mondiale et avec la participation active de la société civile nationale et internationale, le processus national a émergé rapidement. Parmi les grandes étapes, on retiendra notamment la création informelle d'une première équipe de coordination en mai 2009, le lancement du processus par un atelier national à Kinshasa en août suivi d'ateliers en provinces, la promulgation en novembre 2009 du décret ministériel instituant formellement les organes de décision, de planification et de coordination du processus REDD, et la préparation du plan de préparation nationale à la REDD (R-PP) applaudi par la communauté internationale en mars 2010. Le cadre de préparation nationale est donc largement en place même si quelques challenges demeurent, par exemple concernant la structuration formelle de la plate-forme nationale de la société civile (Groupe de Travail Climat REDD), l'opérationnalisation et la montée en puissance des Comité National et Interministériel ou encore l'organisation d'un cadre national pour promouvoir et coordonner les différents projets et initiatives pilotes REDD. Désormais, il devient nécessaire de renforcer les efforts en matière de formation. Certes, les efforts de sensibilisation, de consultation et de mobilisation se poursuivent, notamment via le travail louable d'une société civile nationale volontariste. Mais au-delà de l'information, il s'agit désormais d'ancrer véritablement le processus dans le paysage politique et programmatique congolais en constituant, connectant et renforçant les réseaux de connaissance et d'expérience en RDC et dans la région.

*

* *

L'Université d'été de la REDD à Kinshasa permettra aux congolais désireux d'approfondir leur compréhension du sujet de se former et de se s'intégrer dans ce premier réseau des congolais pour la REDD. Des représentants de tous les collèges d'intervention pertinents pour la REDD seront présents : membres des instances REDD nationales (Comité National, Comité Interministériel, Coordination Nationale), personnel du MECNT, des autres ministères et de l'administration publique, société civile, secteurs académique et privés, partenaires techniques et financiers internationaux. Au-delà de cette large mobilisation nationale, des représentants des processus REDD d'une quinzaine de pays africains seront aussi présents à Kinshasa pendant l'Université pour enrichir les débats et renforcer la dynamique de coopération régionale autour de ce sujet hautement complexe, où les échanges d'idées et d'expériences seront déterminants.

Au programme de l'Université d'été de la REDD, les participants entreront tout d'abord progressivement dans la matière au travers de sessions sur le contexte général de la REDD en RDC : la question climatique et les crises environnementales dans le monde et en RDC, les problématiques en lien avec le développement, l'émergence du concept de REDD et le contexte plus large des négociations internationales sur le climat, l'état de l'environnement en RDC et l'historique du processus REDD, les acquis, les perspectives...

Ensuite, un tronc commun de sessions abordera de manière systématique l'ensemble des compartiments du processus de préparation, organisé en RDC autour de quatre composantes : la composante 1 concerne spécifiquement l'organisation, la coordination du processus, l'engagement collectif à travers l'information, l'éducation, la communication et la consultation ; la composante 2 aborde tous les domaines techniques, institutionnels, règlementaires, financiers nécessaires à la construction de la stratégie nationale REDD. L'Université d'été de la REDD permettra ainsi de présenter les multiples facettes de la future stratégie REDD, les questions associées au cadre de mise en œuvre, les outils techniques à développer par exemple pour mesurer, reporter et vérifier

l'évolution des émissions de la RDC, pour gérer les impacts et les bénéfices socio-environnementaux de la REDD, pour élaborer un scénario de référence des émissions, pour comprendre toutes les dynamiques à l'œuvre, les options et les leviers possibles et faire émerger enfin des actions concrètes et décisives ; Justement, la composante 3 concerne le programme d'expérimentation pratique de la REDD en RDC, et vise à coordonner de multiples projets et initiatives pilotes dont certains seront présentés aux participants. Enfin, la composante 4 dépasse le cadre de la préparation stricto sensu pour projeter la RDC dès à présent dans la phase de mise en œuvre, à travers des programmes anticipés qui visent à mobiliser des financements internationaux conséquents sur des programmes ciblant directement des réductions d'émissions de gaz à effet de serre quantifiées et objectivées.

Enfin, différents focus thématiques parsèmeront les sessions de formation et de débat, afin de permettre aux participants d'approfondir leur compréhension de la REDD par des cas pratiques et ciblés sur des questions plus spécifiques. Ainsi le premier focus thématique permettra de bien comprendre le rôle pivot de la société civile dans le processus REDD congolais. D'autres focus thématiques aborderont les problématiques de l'aménagement du territoire et de l'usage des sols, la décentralisation, le développement agricole, le développement rural et la microfinance ou encore la finance carbone... associées à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale REDD. Une manière animée et concrète de permettre aux différentes parties prenante, en fonction de leurs affinités, de venir trouver des éléments de connaissance et d'expérience et d'approfondir leurs propres réflexions.

Ainsi, l'Université d'été de la REDD marque une nouvelle étape de maturation du processus national, une volonté marquée d'engager concrètement le dialogue autour de compétences renforcées et de réseaux émergents. A ce titre, elle s'inscrit parfaitement en ligne avec les cinq principes fondateurs du processus national REDD en RDC tels que rappelés dans le plan de préparation R-PP. Tout d'abord, il s'agit de souligner l'unicité du processus, et donc l'importance d'inviter tout le monde autour de la même table pour avancer ensemble, pour nouer un dialogue simple et confiant entre tous, aborder les sujets de convergence mais aussi les points de désaccord pour faire émerger des consensus. Ensuite, l'Université vise à renforcer la dimension participative du processus, à l'image du rassemblement de toutes les parties prenantes en RDC dans tous les secteurs. Le processus national se veut aussi transparent, ce à quoi l'Université d'été contribue en rappelant l'importance de partager l'information, de faire intervenir chacun, de permettre les expressions de la diversité des expériences et des idées pour assurer la richesse, la créativité et la performance finale du processus. D'ailleurs, le principe d'intégration régionale du processus est aussi largement célébré, à l'image de l'accueil réservé à tous les pays de la COMIFAC et aux partenaires d'Afrique de l'Ouest ou encore de Madagascar, afin de garantir le partage d'expérience et l'enrichissement mutuel. Enfin, la robustesse scientifique sera aussi à l'honneur avec des formations au contenu solide et éprouvé, qui visent à alimenter le partage des idées d'éléments factuels, concrets, issus des meilleures études scientifiques disponibles.

*

* *

L'Université d'été de la REDD est donc davantage un commencement qu'une fin en soi. Le renforcement des capacités nationales, la construction du dialogue et de la confiance entre les parties prenantes, la coordination à tous les niveaux et l'intégration de l'international au local... autant de défis qui appellent un engagement de longue haleine. L'engouement suscité par l'Université d'été de la REDD à Kinshasa pourrait donc ouvrir la voie à de nombreuses initiatives. Il est indispensable d'approfondir cette démarche pour mieux structurer le processus et l'ancrer solidement dans le paysage politique et opérationnel congolais, par exemple en créant des plateformes d'échange entre les praticiens, et en servant de socle à la gestion et au développement de la connaissance. Par exemple, l'Université d'été de la REDD donnera lieu à la production de kits

complets d'auto-formation. Des CD-Rom seront produits en reprenant l'ensemble des supports de présentations et les films de chaque session, avec les présentations et les débats. Ils seront largement diffusés à travers les provinces et les territoires, portés par le maillage national de la société civile sous la coordination du GTCR, et permettront ainsi de démultiplier les efforts de formation nationaux et locaux.

De même, l'Université d'été permettra d'annoncer un atelier en septembre devant déboucher sur une cartographie des différentes options de la REDD et l'organisation de plates-formes nationales multipartites en charge d'instruire chacun des leviers identifiés. Ces Groupes de Coordination Thématiques élaboreront leur feuille de route sur deux ans dans le but de fournir au processus d'élaboration de la stratégie nationale les éléments d'analyse pertinents pour permettre les arbitrages entre les grandes orientations stratégiques, et l'opérationnalisation à travers un plan d'action à moyen terme consolidant et harmonisant l'emploi de tous les leviers performants pour la REDD. Gouvernement et administration publique, partenaires techniques et financiers, société civile, secteur privé et académique... l'Université d'été de la REDD tombe à point nommé pour mobiliser les acteurs, poser des bases communes de connaissance et de compréhension, et préparer au dynamisme et à la créativité de ces plates-formes de coordination.

Enfin, n'oublions pas la portée internationale de l'événement. La RDC, qui assure la présidence du groupe Afrique dans les négociations internationales sous la Convention Climat (CCNUCC), est naturellement un poids lourd de l'agenda REDD à l'échelle régionale et internationale. Elle a été le premier pays de la COMIFAC à présenter son plan de préparation national R-PP à la communauté internationale, avec un large succès puisque la RDC a non seulement reçu le soutien des programmes ONU-REDD (programme multi-agences des Nations Unies exécuté conjointement par le PNUD, le PNUE et la FAO) et FCPF (Facilité de Partenariat pour le Carbone Forestier gérée par la Banque Mondiale), mais aussi celui du Fonds d'Investissement pour les Forêts de la Banque Mondiale en juin dernier. Peu à peu, une conviction s'installe, discrète mais révolutionnaire : c'est en se rapprochant, en échangeant, en engageant le dialogue avec ses partenaires régionaux et internationaux, en se positionnant comme un chef de file politique et technique compréhensif, compétent et consensuel, en montant des programmes communs, des partenariats techniques, en soutenant les partages d'expérience et d'analyse avec ses voisins que la RDC rayonne, qu'elle gagne en crédibilité, et qu'elle peut espérer convaincre la communauté internationale que la réussite de la REDD à l'échelle planétaire passe par Kinshasa. L'Université d'été de la REDD en RDC devrait ainsi servir cette ambition, et s'installer durablement comme un événement phare du calendrier international de la REDD. Une manière supplémentaire de s'assurer que le message adressé par la RDC à la communauté internationale est bien entendu : le processus REDD est désormais résolument ancré dans la vision nationale du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Communiqué de la Coordination Nationale REDD, par

- *Léon Kanu Mbizi, Coordonnateur National (kanumbizi@yahoo.fr)*

- *Fabien Monteils, Conseiller Technique Principal (fabien.monteils@undp.org)*